

LE FINANCEMENT DE L'EXTINCTION

SYNTHÈSE

Nous sommes désormais entrés dans une nouvelle période d'extinction de masse. Cet événement, baptisé « extinction de l'Holocène », est le premier à être directement causé par l'homme. L'activité humaine impacte presque toutes les régions de la Terre et nous approchons aujourd'hui des limites de ce que notre planète peut tolérer : il pourrait lui falloir plusieurs millions d'années pour s'en relever.¹ Les scientifiques tirent à présent la sonnette d'alarme face au risque « d'anéantissement biologique ».²

Si l'attention générale s'est focalisée sur la responsabilité des gouvernements et des entreprises, le rôle joué par les acteurs du secteur financier a largement été négligé jusqu'à une date récente.

Ce rapport montre qu'en réalité, les banques financent la destruction de la nature.

- En 2019, les plus grandes banques mondiales ont investi plus de 2,6 billions de dollars (l'équivalent du PIB du Canada) dans des secteurs aujourd'hui considérés par les gouvernements et la communauté scientifique comme les principaux moteurs de la destruction de la biodiversité.
- Il faut aussi noter qu'aucune des banques évaluées n'a décidé de mettre en place des systèmes lui permettant de surveiller ou de mesurer efficacement l'impact de ses prêts sur la biodiversité et aucune d'entre elles n'a développé de politique précise pour mettre un terme au problème.
- Les banques jouent un rôle fondamental dans un système financier qui épuise sans scrupule la biodiversité, tandis que les régulateurs et les réglementations qui régissent le secteur bancaire le protègent actuellement de toute conséquence.

Le secteur financier finance la crise de l'extinction de masse, tout en bafouant les droits de l'homme et la souveraineté des populations autochtones. Ce rapport appelle :

- Les banques à révéler l'ampleur de leur impact sur la nature, à radicalement réduire cet impact et à cesser de financer l'industrie des combustibles fossiles, la déforestation, la surpêche et la destruction des écosystèmes ;
- Les gouvernements à cesser de protéger les banques dans le rôle qu'elles jouent dans la destruction de la biodiversité et à redéfinir les règles qui régissent le secteur financier pour que les banques puissent être tenues responsables des dommages causés par leurs politiques de prêts ;
- Les individus du monde entier à se mobiliser pour décider comment leur argent sera investi et empêcher les banques de nuire aux populations et à la planète.

¹ Barnosky, A.D. et al. (2012). Approaching a state shift in Earth's biosphere. *Nature*, 486, 52-58.

<https://doi.org/10.1038/nature11018>

² Ceballos, C. et al. (2017). Biological annihilation via the ongoing sixth mass extinction signalled by vertebrate population losses and declines. *PNAS*, 114 (30) E6089-E6096. <https://doi.org/10.1073/pnas.1704949114>

Pourquoi est-ce si important ?

La vie et la survie de l'espèce humaine dépendent de l'environnement. La pandémie de Covid-19 nous prouve que la nature exerce un pouvoir immuable sur notre santé et sur le fonctionnement de nos sociétés et de leurs économies. La menace posée par ce type de maladies est généralement contenue par des environnements naturels sains et par la diversité des espèces³. Si nous altérons radicalement la nature, nous risquons de créer des conditions propices à l'émergence de pandémies.

La destruction de l'environnement ne peut plus être considérée comme le regrettable effet secondaire du développement économique, bien au contraire. La relation abusive que nous entretenons avec la nature contribue à un déficit de 8 billions de dollars dans l'économie mondiale⁴, à la hausse du chômage et aux inégalités sociales. Une récente analyse indique que la Covid-19 a entraîné une régression de 25 ans du calendrier de développement mondial et ce, en seulement 25 semaines⁵.

Si nous protégeons la nature, la nature nous protégera.

La moitié du PIB mondial provient de la nature⁶ et des services qu'elle assure, tels que la pollinisation, la qualité de l'eau et le contrôle des maladies. Beaucoup d'autres industries dépendent de la nature, même si cette relation est obscurcie par la complexité des chaînes logistiques.

Malgré cela, l'économie mondiale continue de piller la nature sans scrupules.

Ce rapport tente, pour la première fois, de quantifier les prêts et versements accordés par certaines des plus grandes banques du monde aux entreprises de secteurs d'activité aujourd'hui reconnus comme principaux moteurs du déclin de la biodiversité par les gouvernements et la communauté scientifique.

La majorité des financements évalués (66 %) concernaient des activités entraînant directement la perte de biodiversité (par ex. la pêche, l'exploitation minière) et 34 % des fonds étaient investis dans des entreprises indirectement responsables de la perte de biodiversité (par ex. en stimulant la demande au sein de la chaîne d'approvisionnement pour la vente au détail ou la

³ Keesing, F., Belden, L., Daszak, P. et al. (2010). Impacts of biodiversity on the emergence and transmission of infectious diseases. *Nature*, 468, 647–652. <https://doi.org/10.1038/nature09575>

⁴ Givetash, L. (23 juillet 2020). Preventing the next pandemic will cost \$22.2 billion a year, scientists say. *NBC News*. https://www.nbcnews.com/news/world/preventing-next-pandemic-will-cost-22-2-billion-year-scientists-n1234688?cid=sm_npd_nn_tw_ma

⁵ COVID-19 has set global health progress back decades: Gates Foundation (15 septembre 2020). <https://www.euractiv.com/section/health-consumers/news/covid-19-has-set-global-health-progress-back-decades-gates-foundation/>

⁶ Forum économique mondial (19 janvier 2020). *Half of World's GDP Moderately or Highly Dependent on Nature, Says New Report* [Communiqué de presse]. <https://www.weforum.org/press/2020/01/half-of-world-s-gdp-moderately-or-highly-dependent-on-nature-says-new-report/>

transformation et le commerce des ressources, comme le secteur de la construction qui crée une demande en matières premières).

L'analyse des politiques de ces banques en matière de biodiversité a révélé qu'aucune d'entre elles ne dispose d'un système suffisant pour mesurer, signaler et radicalement réduire l'impact écologique de ses activités financières. Pour dire les choses simplement, **les banques sont réticentes à agir face à la crise de la biodiversité et n'ont élaboré aucune stratégie à cet effet.**

Ce rapport met également en lumière les points suivants :

- En moyenne, chacune des 50 banques évaluées dans le cadre de ces recherches finançait des activités menaçant la biodiversité à hauteur de 52 milliards de dollars chacune. Les chiffres allaient de 210 milliards de dollars pour le plus gros investisseur à 1,3 milliard pour le plus petit.
- Sur les 10 banques enregistrant la plus grande exposition aux activités menaçant la biodiversité, les trois premières avaient leur siège social aux États-Unis. Près de 26 % des prêts et financements accordés par les 50 banques émanaient de la Bank of America, Citigroup et JP Morgan Chase. Wells Fargo, une autre banque américaine, était le cinquième plus gros investisseur dans des industries à hauts risques pour la biodiversité.
- Sur les dix banques les plus exposées, on comptait aussi trois banques japonaises (Mizuho Financial, Mitsubishi Financial et la Sumitomo Mitsui Banking Corporation).
- Trois banques européennes (BNP Paribas, HSBC et Barclays) figuraient également parmi ces 10 banques.
- De nombreuses banques chinoises, considérées comme les plus grandes banques au monde, figurent plus bas dans la liste.
- 32 % du total des prêts et financements étaient associés au secteur des infrastructures, 25 % à l'extraction minière des métaux et minéraux, et 20 % aux combustibles fossiles.
- Même si la production alimentaire (agriculture et pêche) ne comptait que pour 10 % des investissements, il s'agit du secteur qui nuit le plus à la biodiversité mondiale⁷.

Pour prévenir l'extinction, les banques doivent arrêter de la financer.

La communauté scientifique et les gouvernements en conviennent⁸ : le système de production alimentaire mondial, l'exploitation forestière, l'exploitation minière, les combustibles fossiles, le

⁷ Remarque : le total des investissements dans ces secteurs est plus élevé que le montant total des financements puisque certains de ces secteurs d'activité sont liés à plusieurs facteurs de perte de biodiversité.

⁸ Balvanera, P. et al. (31 mai 2019). Chapitre 2. Status and trends; indirect and direct drivers of change [projet]. *IPBES Global Assessment on Biodiversity and Ecosystem Services* [projet].

https://ipbes.net/sites/default/files/ipbes_global_assessment_chapter_2_1_drivers_unedited_31may.pdf

secteur des infrastructures, le tourisme et la relocalisation des biens et des personnes comptent tous parmi les moteurs primaires de la crise d'extinction mondiale. Même si bon nombre de ces activités sont réalisées par des entreprises, **c'est le secteur financier qui les finance et les rend possibles.**

Les banques décident activement d'investir dans des secteurs que les gouvernements et la communauté scientifique désignent aujourd'hui comme responsables de la dévastation qui frappe notre planète et nos sociétés. Les récents scandales⁹ montrent que si elles ne sont pas contrôlées, certaines des plus grandes banques mondiales n'hésitent pas à profiter du système. Et les autres acteurs du secteur financier sont souvent complices des banques, contribuant eux aussi au financement des secteurs responsables de la destruction de la nature.

Les gouvernements et les scientifiques s'accordent à dire que pour stopper et inverser la crise de la biodiversité, un changement profond et véritablement transformateur¹⁰ est indispensable. Des mesures concrètes doivent être prises par tous les acteurs de l'économie politique : les banques, les régulateurs, les autres acteurs financiers, le judiciaire, les gouvernements et les citoyens. Tous les membres du système financier, y compris ceux qui le régissent et le dirigent, doivent agir sans attendre pour établir les règles, les responsabilités et la culture qui permettront de stopper et d'inverser le processus de déclin de la nature.

Le climat actuel, la Covid-19 et les crises écologiques entraînent la radicalisation des communautés et des activistes. Le rôle du secteur financier et des autres acteurs économiques est soumis à un examen public de plus en plus intense (voir la Partie 3 de ce rapport). Dans des cas encore trop rares, les banques et l'industrie financière ont commencé à réagir en mesurant leur exposition. De nouvelles approches pour encourager la publication des données liées à la perte de biodiversité¹¹ et de nouvelles initiatives, telles que l'engagement Finance for Biodiversity du secteur bancaire¹², ont récemment été lancées. Nous surveillons étroitement ces développements favorables, même si nous les accueillons avec un optimisme prudent : ils ne sauraient remplacer les mesures transformatives que les banques et le système de gouvernance dans lequel elles opèrent devraient prendre en toute urgence.

EXIGENCES :

Le secteur financier finance la crise de l'extinction de masse, tout en bafouant les droits de l'homme et la souveraineté des populations autochtones.

⁹ Smith, E. (22 septembre 2020). Blame the system for FinCen files, not the banks, experts urge. *CNBC*. <https://www.cnbc.com/2020/09/22/blame-the-system-for-fincen-files-not-the-banks-experts-urge.html>

¹⁰ Diaz, S. et al. (2019). *Résumé à l'intention des décideurs du rapport de l'évaluation mondiale de la biodiversité et des services écosystémiques*, par la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES). https://ipbes.net/sites/default/files/2020-02/ipbes_global_assessment_report_summary_for_policymakers_fr.pdf

¹¹ Task Force on Nature-Related Financial Disclosures (2020). <https://tnfd.info/>

¹² Finance for Biodiversity Pledge (2020). <https://www.financeforbiodiversity.org/>

Ce rapport appelle :

- Les banques à révéler l'ampleur de leur impact sur la nature, à radicalement réduire cet impact et à cesser de financer l'industrie des combustibles fossiles, la déforestation, la surpêche et la destruction des écosystèmes ;
- Les gouvernements à cesser de protéger les banques dans le rôle qu'elles jouent dans la destruction de la biodiversité et à redéfinir les règles qui régissent le secteur financier pour que les banques puissent être tenues responsables des dommages causés par leurs politiques de prêts ;
- Les individus du monde entier à se mobiliser pour décider comment leur argent sera investi et empêcher les banques de nuire aux populations et à la planète.

Nous ne pouvons pas nous reposer sur les banques pour trouver la réponse. Il faut radicalement repenser la manière dont notre système financier établit et attribue les responsabilités en matière de protection et de renouvellement de la nature.

FIGURE 1: PRÊTS ET VERSEMENTS DE BANQUES LIÉS À DES RISQUES D'IMPACT DIRECT OU INDIRECT SUR LA BIODIVERSITÉ (EN MILLIONS DE DOLLARS)
 ET POURCENTAGE DES FINANCEMENTS LIÉS À DES RISQUES D'IMPACT SUR LA BIODIVERSITÉ COMPARÉ AU TOTAL DES ACTIFS (2019, EN MILLIONS DE DOLLARS)

